



■ Décision SGA-DEC-2025-442

Conclusion d'un avenant n°1 au marché relatif à la construction d'une école relai en bâtiments modulaires sur la Ville de Creil – Lot 01 « Gros œuvre et fondations »

Direction des finances et commande publique
Marchés publics

La maire de Creil,

■ Visas :

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22 ;
- Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L2194-1 5° et R2194-7 ;
- Vu la délibération n°3 du conseil municipal en date du 14 décembre 2024, certifiée exécutoire le 16 décembre 2024, donnant délégation à Madame la Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- Vu le budget communal ;
- Vu le marché public n°2024-006, Lot 01 « Gros œuvre et fondations », conclu avec la société Modern Construction Bâtiment (MCB) et portant sur la construction d'une école relai en bâtiments modulaires sur la Ville de Creil ;
- Vu l'avenant n°1 à intervenir ;

■ Considérant :

La survenance de difficultés et de circonstances imprévues intervenues en cours d'exécution du chantier ;
Que la durée des travaux s'en trouve allongée ;
Qu'il convient de conclure un avenant audit marché afin de prendre en compte ce nouveau délai d'exécution du chantier ;

■ Décide :

Article 1 : de conclure un avenant n°1 au marché public n°2024-006-01 portant sur la construction d'une école relai en bâtiments modulaires sur la Ville de Creil avec la société Modern Construction Bâtiment (MCB) domiciliée 18 rue Tripier à Noisy-Le-Sec (93130).

Cet avenant a pour objet de prolonger les délais d'exécution du chantier jusqu'au 15 août 2025.

Cet avenant n'emporte aucune incidence financière.

Article 2 : Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil municipal.

Article 3 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens sis – 14 rue Lemerchier – 80000 Amiens – dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application télerecours citoyens accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 4 : Ampliation de la présente décision sera faite au représentant de l'Etat de l'arrondissement de Senlis et au Trésorier Municipal.



A Creil, le **1 AOUT 2025**

Pour la Maire et par délégation,
Jean-Claude VILLEMMAIN

1^{er} adjoint
Président de l'ACSO

Date de transmission au représentant de l'Etat (pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT) : **1 AOUT 2025**
Date de publication sous forme électronique sur le site de la Ville : **1 AOUT 2025**